

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5877>

Michèle Alliot-Marie : "Je compte tripler le nombre de caméras de vidéosurveillance d'ici fin 2009"



- Renseignement - France -
Date de mise en ligne : vendredi 12 octobre 2007

Spyworld Actu

Vous venez de recevoir un rapport sur la vidéosurveillance qui propose le triplement du nombre de caméras installées sur cinq ans. Allez-vous suivre ses conclusions ?

La vidéosurveillance est une nécessité face au terrorisme, et un atout contre l'insécurité. Je veux la développer. Je compte donc tripler le nombre de caméras en moins de trois ans, d'ici à fin 2009, sur la France entière. La RATP, qui est déjà équipée, devra porter leur nombre à 6 500, en améliorant la qualité des images disponibles pour la police. En province, sur 230 villes, seules 53 sont raccordées aux centres de commandement de police. J'ai chargé les préfets d'encourager le transfert des images de vidéosurveillance dont disposent les municipalités, d'ici à la fin de l'année. Le ministère prendra à sa charge les frais estimés à 4 millions d'euros.

Ce projet entre dans ma stratégie pour faire du ministère de l'intérieur un grand ministère moderne de la sécurité intérieure utilisant les technologies les plus novatrices, y compris la vidéosurveillance, doté d'une direction capable d'anticiper les évolutions de la délinquance et des risques naturels, acteur majeur de l'Europe de la sécurité que je veux développer comme je l'avais fait pour l'Europe de la défense.

La vidéosurveillance, demain les drones au-dessus des zones urbaines, cela ne fait pas beaucoup ?

Les derniers attentats à Londres ont été évités grâce à leur système de vidéosurveillance, dix fois plus développé que le nôtre. En France, la vidéosurveillance est restée à un état relativement embryonnaire. Cette situation était le fruit d'une méfiance due à une méconnaissance et à une sous-estimation des problèmes de sécurité. Les esprits ont évolué. L'opinion publique est prête. J'ai pu constater que les maires de droite comme de gauche sont de plus en plus conscients de l'appui à la sécurité que ces moyens peuvent apporter. Beaucoup de progrès ont été accomplis pour protéger la vie privée : sur les bandes vidéo, un cache occulte automatiquement les fenêtres des habitations, par exemple.

Je serai particulièrement vigilante à ce que la sécurité des Français soit toujours assurée dans le respect de leurs libertés. Les drones, ces avions sans pilote qui filment et retransmettent, répondent, eux, à des problèmes plus ponctuels, de surveillance et de sécurisation de grands événements par exemple.

Ce ministère moderne que vous voulez, c'est le tout-technologique ?

Non. Je veux regrouper dans ce ministère tous les moyens humains qui agissent pour la protection des Français, jusqu'aux gardes-chasses ! J'entends valoriser le rôle des forces de sécurité, renforcer la formation - y compris la formation permanente pour favoriser la promotion professionnelle et sociale. Je veux renforcer la motivation en permettant que chacun exerce pleinement ses compétences, son savoir-faire, dans le respect de son identité. Il faut que les gendarmes conservent leur statut militaire. Cela n'empêche pas des mutualisations plus nombreuses avec la police. Pour la première fois, le centre d'entraînement de la gendarmerie à Saint-Astier, en Dordogne, sera ainsi ouvert aux policiers.

Enfin, les forces mobiles, CRS et gendarmes, doivent être réellement mobiles. La vocation des CRS n'est pas d'être positionnés en permanence en Seine-Saint-Denis ni de garder les centres de rétention administrative. J'ai demandé à ce sujet un rapport au directeur général de la police nationale.

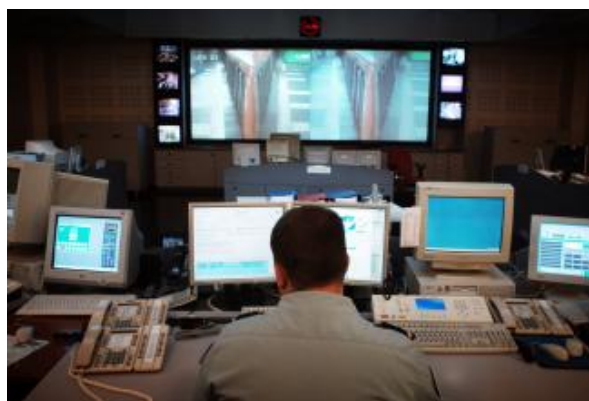
Vous évoquiez une direction de la prospective. Quel serait son rôle ?

La délinquance évolue en même temps que la société. La disparition ou l'affaiblissement de partis extrémistes, à

droite comme à gauche, risquent - c'est ce que je crains - de s'accompagner de la résurgence de groupes violents très radicaux. Nous devons anticiper. Le rôle de cette direction sera de prévoir, en liaison avec les centres de recherche, ces phénomènes et de proposer les moyens d'y répondre.

Les statistiques de la délinquance sont-ils des indicateurs fiables ?

Un peu comme les sondages, au-delà du chiffre brut, ce qui compte c'est la tendance. Je constate d'ailleurs que selon l'Observatoire national de la délinquance qui vient de rendre public ces chiffres, cette tendance est à une très forte baisse en septembre de la délinquance générale - 7,65 % par rapport à septembre 2006. C'est le meilleur mois de septembre depuis 1995 ! Sur la même période, la délinquance de voie publique recule de 12,64 % et les violences aux personnes de 7,45 %. Je félicite les services, mais il faut que cette tendance se confirme.



Le gouvernement français entend développer la vidéosurveillance. - AFP/MARTIN BUREAU

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/article/0...>